



Madame la directrice,

Les représentants FO-DGFIP sont réunis ce jour pour un Comité technique local dédié notamment aux suppressions d'emploi prévues pour la DDFIP de la Haute-Marne dans la loi de Finances pour 2016. Ils s'étonnent toutefois que ce point n'ait pas fait à lui seul l'objet d'un CTL.

Les représentants FO-DGFIP tiennent à exprimer par leur vote le total désaccord du **syndicat FO-DGFIP** quant aux 12 nouvelles suppressions d'emplois qui vont frapper l'ensemble des services.

La situation des effectifs du département est dramatique. Sans état d'âme, inflexible, l'administration continue sa destruction dogmatique des services et annonce aux agents sans officialisation auprès des organisations syndicales un aménagement des règles de gestion pour gérer la pénurie d'emploi !

Quelle belle réponse ! Comme si la situation n'était pas déjà assez difficile pour les agents, on durcit les règles de mutation.

A l'appel de l'intersyndicale, le 17 décembre dernier, une soixantaine d'agents s'est rassemblée afin de dénoncer ces suppressions d'emploi ainsi que la destruction annoncée du maillage territorial des services des finances publiques.

De plus, 206 agents ont signé une pétition afin de refuser ces suppressions d'emplois.

Les événements récents démontrent plus que jamais la nécessité d'un Service public de qualité doté d'un haut niveau de réactivité. La cohésion sociale de notre pays nécessite une action publique forte pour permettre à chacun d'accéder aux besoins essentiels et ainsi, réduire les inégalités sociales et économiques.

Ce rôle indispensable est joué quotidiennement par le Service public.

Il est urgent, Madame la directrice, que vous preniez vos responsabilités en défendant les moyens humains et budgétaires nécessaires au bon exercice des missions qui vous incombent.

Vous qui êtes au contact du terrain pouvez voir le gouffre qui sépare les décisions parisiennes de la réalité que vivent les agents au quotidien.

La DGFIP est un maillon essentiel dans le pacte de sécurité décrété par le Président de la République.

Par son action, la DGFIP combat au quotidien la délinquance financière intimement liée au financement du terrorisme et des systèmes mafieux. Pour cela, elle a un besoin vital de moyens humains.